

RÉSISTANCE SOCIALE

" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès



GÉRARD FILOCHE

RELAXÉ !

Voici le communiqué que Gérard Filoche a posté sur son [blog](#) :

Le tribunal correctionnel m'a relaxé ce jour dans l'affaire dite Guinot. C'est évidemment une victoire juridique et politique. Pas seulement pour moi, mais pour toute l'inspection du travail, qui, au-delà de ma modeste personne, était visée. Cela dit, ce procès n'aurait jamais dû avoir lieu. On s'interroge encore sur la combinaison entre un patron délinquant de l'entreprise Guinot, le directeur général du travail, Jean-Denis Combrexelle, qui a poussé à fond l'accusation, et le ministère de la justice qui a relayé avec un improbable « réquisitoire supplétif » cette affaire qui aurait dû être classée sans suite dès le premier jour.

SOMMAIRE

p1 et 2 : L'édito
p2 : Solidarité internationale
p3 et 4 : Nouvelle directive ferroviaire
p4 : Rions un peu...
p5 : Non à la taxe sur la santé / À propos du sommet européen
p6 : Coup de gueule

L'ÉDITO

Les premières primaires organisées par le Parti socialiste à peine terminées, voici les secondes primaires, celles de la Gauche, qui commencent.

Les premières ont démontré clairement, de par l'importante participation, que nos concitoyens ne se détournent pas de la politique. Au contraire, lorsqu'on leur donne la possibilité d'exercer leur choix, ils s'en saisissent. Et, au-delà des manipulations d'appareil, habituelles à tous les partis politiques, le message anti-mondialisation a été fort.

A *Résistance Sociale*, nous ne nous en étonnerons pas. Rappelons-nous que les Français avaient déjà saisi l'opportunité d'une consultation spontanée pour faire passer le même type de message : c'était lors du référendum populaire sur la Poste.

La 2^{ème} phase sera donc des primaires grandeur nature au sein de l'ensemble de la gauche. Une gauche qui devrait être cette fois moins éclatée que d'habitude : le candidat du PS, celui du Front de Gauche, celle d'Europe Écologie/Les Verts, et un(e) ou deux candidat(e)s d'extrême gauche. Ce peut être l'occasion d'un vrai débat qui impose de remettre le choix d'un véritable changement de société au cœur de l'élection présidentielle.

Nouvelle répartition des richesses, priorité aux services publics, reconquête de l'emploi et lutte contre les délocalisations, droit du travail et fin des licenciements boursiers, protection sociale et renforcement des retraites, quels moyens pour l'école et les hôpitaux publics, retour au statut public de la Poste, du transport et des infrastructures ferroviaires, création d'un service public de l'eau... voici quelques sujets sur lesquels, de la même manière qu'en 2005, à propos du traité constitutionnel européen, les Français doivent imposer un débat argumenté à toute la gauche politique et obtenir des réponses.

Pour les engagements, nous le savons, la meilleure garantie pour qu'ils soient tenus sera la mobilisation sociale.

Pendant que les Français vivent - trop à notre goût - dans l'attente et l'espoir de la grande consultation électorale de mai 2012, les instances libérales européennes et mondiales continuent d'agir. Après avoir condamné la Grèce, les agences de notation s'en sont pris au Portugal et à l'Espagne, aujourd'hui à l'Italie. Bien qu'elles aient largement prouvé leur incompétence en étant incapables de prévoir la grande crise financière de septembre 2009, les dirigeants libéraux européens, malgré quelques déclarations bravaches, se mettent à genoux devant leurs exigences. Et Sarkozy, le premier, est prêt à un nouveau plan d'austérité pour ne pas voir la France privée du « AAA ». Craignons que cette disposition d'esprit ne soit aussi celle de quelques-uns à gauche.

L'ÉDITO (suite)

Les peuples, eux, réagissent. Violents affrontements en Grèce. Grèves massives au Portugal. Manifestations en Grande-Bretagne et en Italie. Mouvements sociaux dans de nombreux pays européens. Les salariés refusent fermement le nouveau tour de ceinture qu'on veut leur imposer.

C'est aussi la raison de la propagation des rassemblements « d'indignés », partis d'Espagne pour essaimer un peu partout. Notons quand même l'inefficacité de ces actions, qui, sans structures politiques, syndicales ou associatives sur lesquelles s'appuyer, s'essouffent. Avec l'exemple contraire des États-Unis, où les indignés de Wall Street ont trouvé le renfort des syndicats de salariés. Où ils effraient les leaders du parti de l'Éléphant qui retrouvent, pour les condamner, les accents du maccarthysme et transpirent tout leur mépris du peuple.

On remarquera que les « indignés » n'ont pas fait souche en France. L'attente électorale, on l'a déjà dit. Mais sans doute aussi les conséquences de deux grands combats perdus (momentanément) : celui de la Poste et celui des retraites. Perdus de peu et malgré une extraordinaire mobilisation. D'autre part les organisations syndicales gardent dans notre pays une vraie crédibilité.

Reste qu'ici comme ailleurs de par le monde, les peuples s'organisent enfin pour refuser le libéralisme. Pour le bouter hors de France, les élections seront une étape. Utile mais insuffisante.

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

ALLEMAGNE

En Allemagne, aussi, il y a des indignés. Les grandes villes allemandes sont touchées : Francfort, Berlin, Stuttgart, Cologne, Hambourg mais aussi Constance, Schwerin 5 000 « indignados » manifestent devant la Banque Centrale Européenne à Francfort faisant le lien avec le mouvement « Occupy WallStreet » à New York.

ALGÉRIE

Les membres de cinq syndicats autonomes algériens du secteur de l'éducation ont observé le 10 octobre une grève nationale pour des revendications socioprofessionnelles. La grève a été suivie diversement à Alger. Certains établissements ont renvoyé les élèves chez eux. Les syndicats réclamaient notamment l'amélioration du pouvoir d'achat, la révision du statut des enseignants et le droit à la retraite après 25 ans de service. La veille, le ministre de l'éducation avait annoncé une augmentation de l'indemnité de qualification des fonctionnaires du secteur et l'octroi de nouvelles indemnités. Mais les syndicats ont maintenu leur mot d'ordre de grève, en estimant que ces ouvertures étaient arrivées trop tard et qu'il n'y avait pas de réponses à certaines autres revendications. (source AFP).

ITALIE

Le gouvernement de Silvio Berlusconi envisage de réintroduire la réforme de l'âge légal de la retraite avec départ à 67 ans malgré l'hostilité de la population, qui l'avait déjà obligé à retirer cette mesure du plan d'austérité voté en juillet.

ÉTATS-UNIS

Les indignés ont envahi le quartier de Wall Street, appuyés par les syndicats et de nombreux artistes.

Début octobre, une manifestation a réuni plus de 15 000 personnes. Cela énerve la droite américaine qui y reconnaît l'expression d'une « lutte des classes », qui ne retient pas son mépris pour ces « déchets humains » (sic). Le vieux fond conservateur évangéliste réapparaît avec Herman Cain, candidat aux primaires républicaines ; pour lui : « Si vous n'avez pas de travail, si vous n'êtes pas riche, ce n'est pas la faute de Wall Street, ce n'est pas la faute des grandes banques, c'est votre faute à vous! ».

GRÈCE

Troisième plan d'austérité en Grèce, malgré deux jours de grève générale fortement suivie notamment dans les transports. Le chômage est en hausse de 50% par rapport à 2010. Et la jeunesse grecque diplômée quitte de plus en plus la Grèce pour aller vivre à l'étranger.



Manifestation de lycéennes grecques – crédit photo AFP

ESPAGNE

L'Espagne s'enfonce dans la crise. 2,2 millions de chômeurs sur les 4,8 millions ne touchent plus aucune indemnité. La population arrive de plus en plus mal à survivre avec des salaires qui diminuent et des retraites de misère. Près de 22% des Espagnols vivraient sous le seuil de pauvreté.

PLACE AU DÉBAT

A propos du projet de nouvelle directive ferroviaire

Par Rémy AUFRERE

Les 15/16/17 novembre 2011, les député(e)s européens débattront et voteront le projet de Directive « refonte du 1er paquet ferroviaire ».

Après une analyse détaillée de ce projet, la Fédération Européenne des Transports qui rassemble des cheminots de 41 pays européens, a décidé d'organiser une journée d'action européenne le 8 novembre 2011 partout en Europe.

L'objectif de cette action européenne massive est de faire pression sur les débats parlementaires pour réorienter un texte qui ne vise qu'à donner un coup fatal aux entreprises historiques, à favoriser l'émergence d'entreprises extérieures au monde du transport ferroviaire, et à remettre en cause les garanties collectives des cheminots des entreprises actuelles (publiques et privées).

L'enjeu est très important. Le projet actuel, s'il était adopté, serait un formidable accélérateur d'une libéralisation qui montre depuis une décennie tous ses méfaits, y compris en terme de résultats.

Pour nous, cheminots, la sécurité est un réflexe !

Pour les personnels de l'Infrastructure

Le manque important d'investissements publics, le recours accentué aux partenariats public-privé (où le risque financier est entièrement supporté par la collectivité), la soif de bénéfices rapides des intervenants privés, va accélérer la détérioration de la qualité du travail par l'allongement des visites et des parcours par exemple. Car l'entretien de la voie rentrera immanquablement dans le retour sur investissement pour les co-financeurs privés dans le cadre du P.P.P. L'histoire dramatique du chemin de fer britannique des années 80 et 90 est l'exemple flagrant de cette catastrophe en devenir.

L'intervention d'un unique opérateur privé sur une ligne ferroviaire peut provoquer une gestion à l'économie de l'entretien de l'infrastructure.

La stimulation de la concurrence privée sur les seuls segments rentables va accentuer les difficultés financières des lignes jugées déficitaires et provoquer leur fermeture.

C'est aussi la remise en cause définitive de « l'effet réseau » (préservation des lignes à plus faible trafic) qui est structurant pour le mode ferroviaire comparable à un corps humain et sa circulation sanguine.

Pour les personnels du Matériel (entretien),

L'objectif de mettre à disposition les « services essentiels » (stations de carburants par exemple) pourra être étendu, dans les faits, à l'entretien courant ou accidentel des véhicules ferroviaires. Avec l'obligation de réaliser des interventions et réparations dans la seule optique du « moindre coût ».

L'injonction européenne de séparer complètement les ateliers de maintenance des entreprises ferroviaires serait lourde de conséquences si elle était concrétisée. C'est la dernière étape avant la privatisation complète qui résultera de cette séparation.

La recherche du coût le plus bas, élément essentiel pour développer des marges bénéficiaires pour les entreprises va accélérer l'utilisation de pièces détachées usagées, réutilisées à l'extrême limite de la fiabilité entraînant une prise de risque (soi-disant calculée) sur la sécurité.

Pour de nombreux cheminots chargés de l'entretien du matériel, la situation actuelle est déjà très difficile. En matière de matériel roulant ferroviaire, aucun risque ne peut être tolérable car il en va de la vie des cheminots, des voyageurs et de tous les usagers du rail.

Pour les personnels de la Circulation

Élément intégrateur dans la fiabilité du système ferroviaire, les cheminots gérant la circulation des trains quotidiennement connaissent des difficultés croissantes liées à l'afflux de nouvelles entreprises sur le réseau souvent saturé. Ils doivent aussi gérer les priorités définies arbitrairement entre les différents types et sociétés de transports (voyageurs, fret, travaux sur le réseau). Cela provoque des dysfonctionnements dans la circulation et la colère légitime des usagers.

La séparation complète exigée entre la circulation et les autres intervenants (infrastructure et transporteurs) a provoqué le délitement des solidarités professionnelles nécessaires qui permettaient des solutions rapides en cas d'incidents. Tous les cheminots constatent des retards de circulation qui sont dû autant par la faiblesse d'investissements que par une évolution structurelle qui empêche les flexibilités naturelles permettant efficacité et sécurité inhérentes au transport ferroviaire.

Pour les personnels des Gares

Pour le projet de directive, l'heure est à la marchandisation complète de nos gares. Les cheminots constatent la privatisation rapide de nombreux espaces sur une grande superficie faisant peser un risque sur la qualité de l'accueil et le meilleur fonctionnement d'une gare.

La grande diversité des entreprises ferroviaires ne va pas manquer d'aggraver la situation actuelle.

Il sera difficile pour les personnels d'une entreprise ferroviaire de répondre aux questions de voyageurs utilisateurs de services d'une société concurrente. Même avec des obligations minimales détaillées, l'arrivée voulue et encouragée par le projet de directive d'une multitude de nouveaux opérateurs privés et publics ne manquera pas de provoquer des dysfonctionnements réels pour les cheminots concernés et les voyageurs.

Ceux-ci connaissent déjà de nombreux problèmes liés à la diversification des modes de distribution souvent hermétiques les uns par rapport aux autres (vente en guichet, Internet, téléphone). Ils connaîtront demain la diversité dans le principe européen du dogme de la « concurrence libre et non faussée » qui ne s'exercera que sur les voyages « rentables ».

Ce sera le *low-cost* aérien appliqué au réseau ferroviaire avec des trains aux horaires confirmés peu de temps avant le départ à l'image des charters aériens des années 80 !

Une forte détérioration des conditions de travail des personnels des gares est probable dans ces conditions si le projet était adopté en l'état.

Pour tous les cheminots

C'est la remise en cause des entreprises publiques actuelles par l'article 5 du projet (statut juridique, conditions contractuelles des personnels). C'est exactement ce qui s'est passé pour le secteur de l'énergie, de la poste et des télécommunications, avec inmanquablement une hausse des tarifs pour les usagers et souvent des problèmes de qualité dans les services.

Très hypocritement, cette limitation rend inopérant la liberté de faire grève par le biais d'une annexe traitant de la qualité du service (annexe 8 du projet).

C'est la remise en cause de l'exercice du droit de grève.

C'est le contrôle presque complet de la Commission (instance bureaucratique de l'Union) sur les affaires ferroviaires nationales (article 60 du projet) qui, sous couvert d'une utilisation abusive de l'article 290 du Traité européen de Lisbonne (actes délégués) entend réorganiser les entreprises historiques et encourager le secteur privé, dans tous les États, sans contrôle démocratique (par les élus européens et nationaux).

C'est aussi la privatisation des réseaux ferroviaires financés par les citoyens européens par leurs impôts et taxes publics avec le recours devenus presque obligatoires devant le carcan du Pacte de stabilité budgétaire par les Partenariats Publics Privés que certains pays connaissent bien avec l'octroi au secteur marchand des autoroutes payantes.

Sous le prétexte de « l'équité concurrentielle », le secteur privé exige le démantèlement des grandes entreprises publiques ferroviaires dans certains pays et la poursuite de la libéralisation dans ceux qui ont vu leurs compagnies historiques éclatées en une multitude de filiales par des montages type Holding pour certains et des séparations complètes pour d'autres.

Mais rien n'est inéluctable ! Les jeux ne sont pas faits ! Les cheminots peuvent se faire entendre car ils connaissent tous leurs métiers mieux que d'autres qui ne portent d'intérêt à ce mode de transport que par la marge bénéficiaire potentielle.

La Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) considère que ce projet de « refonte » et certains amendements proposés constituent un vrai danger pour les chemins de fer en Europe.

Tous les cheminots doivent intervenir massivement au risque de voir leurs savoir-faire méprisés, et la remise en cause de la pérennité de l'outil ferroviaire ainsi que des garanties collectives des cheminots européens. Nous devons tous participer à toutes les actions qui auront lieu partout en Europe le 8 novembre 2011.

RIONS UN PEU...

Des policiers sans papier ?

Par Alain GÉLY

(Très fortement inspiré d'un article du Monde daté du 7 octobre 2011)

Une habitante de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) raconte...

Elle se trouvait près du commissariat central de sa commune. Un passant l'interpelle : "**Pardon, sauriez-vous m'indiquer le commissariat de Stains ?**"

Étonnement de l'habitante : les deux villes sont voisines, mais il faut quand même marcher un peu plus de 3 kilomètres, soit au moins trente à quarante minutes. "Le commissariat de Stains ? Mais pour quoi faire ?" "**Pour porter plainte, on vient de me voler mon sac.**" "Mais le commissariat de La Courneuve est juste derrière vous !" "**Je sais, j'en sors. Mais ils n'ont plus de papier pour prendre ma plainte. C'est eux qui m'ont orienté vers Stains**".

La RGPP, révision générale des politiques publiques, n'a pas épargné les commissariats de Seine-Saint-Denis qui, comme d'autres partout en France, ont vu fondre leurs budgets de fonctionnement.

A La Courneuve, le commissariat courrait après le papier... depuis mars.

Résultat probable : une baisse des stats policières de la délinquance, au moins sur La Courneuve, en 2011 !

ACTUALITE SOCIALE

Pétition : non à la taxe sur la santé !

Cette pétition à l'initiative de la Mutualité Française est destinée à interpeller les pouvoirs publics pour protester contre l'augmentation de la taxe sur les mutuelles.

Une mutuelle n'est pas un signe extérieur de richesse ! Les mutuelles adhérentes à la Mutualité Française lancent une pétition pour obtenir du gouvernement le retrait de la taxe sur les contrats santé solidaires et responsables. Ce nouvel impôt injuste dégrade l'accès aux soins et la protection sociale des Français.

Non à la dégradation de l'accès aux soins !

Le gouvernement a décidé de doubler la taxe sur les contrats santé solidaires et responsables ! Les mutuelles sont des organismes à but non lucratif. Tout l'argent des cotisations de leurs adhérents est consacré à l'organisation de leur protection sociale. Elles ne versent pas de dividendes à des actionnaires.

Taxer les mutuelles, c'est taxer 38 millions de Français, c'est créer un nouvel impôt sur la santé.

C'est **dangereux** : de plus en plus de nos concitoyens renoncent aux soins pour des raisons financières. Ce nouvel impôt a pour effet implacable de dégrader ou d'empêcher l'accès aux soins.

C'est **injuste** : alors que le taux de remboursement par la Sécurité sociale des soins de ville (médecine générale, optique, dentaire...) est descendu à 55 %, avoir une mutuelle est aujourd'hui essentiel pour chaque foyer.

Une mutuelle n'est ni un privilège, ni un signe extérieur de richesse.

Les signataires de cette pétition demandent au gouvernement de renoncer à affaiblir encore une fois la protection sociale des Français et de renoncer à l'impôt sur la santé.

POUR SIGNER LA PÉTITION : <http://www.mutualite.fr/content/collectedinfo/5849>

PERPLEXE, J'EN PARLE A MON CHAT

À propos du sommet européen

Par Jean Claude CHAILLEY

Depuis des jours, on entend parler du « sommet » européen du 23 octobre, d'ailleurs déjà dédoublé, tant les querelles Sarkozy-Merkel font rage.

Nicolas Sarkozy, du fond du gouffre de 75 mds € de déficit commercial, joue les riches – avec l'argent des citoyens. Il a multiplié les garanties de l'État aux banques pour les risques qu'elles refusent d'assumer, tout en se faisant rémunérer. Et ça commence à faire tant de garanties que les « marchés » doutent que la France puisse les honorer et exigent davantage de coupes budgétaires.

Le gouvernement et le parlement grecs, sans attendre le « sommet », ni le G20, et malgré l'hostilité de quasiment toute la population, viennent de voter un nième plan d'austérité, alors qu'ils savent qu'il aggravera la situation. Mais c'est l'exigence de la Troïka (BCE, UE, FMI), l'application du « Pacte pour l'euro plus »: Pas d'argent pour les fonctionnaires, pas d'argent pour les retraites, pas d'argent pour les malades; on coupe et on taille dans les dépenses.

Le cours des actions étant au plus bas, c'est le bon moment pour les multinationales d'exiger des privatisations; c'est les soldes : on a tout pour rien. On demande même à la Grèce de vendre ses îles, les armateurs et l'Église étant autorisés à ne pas payer le moindre impôt.

Pendant ce temps, on prépare sérieusement le susdit sommet. Faut-il recapitaliser les banques de 100 ou 200 mds € ?. Et la 2^{ème} faillite de Dexia, elle va coûter plus ou moins que le Crédit Lyonnais ?

Et le FESF (Fonds Européen de Stabilisation Financière)? Par les temps qui courent avec ses 440 mds €, + 200 mds € du FMI, on n'a plus rien. D'autant qu'on en a déjà dépensé une bonne partie - dont le commun des mortels n'a pas vu le

moindre centime. Et si on déclarait que c'était une banque ? Avec 440 mds €, on peut en faire 1 000 mds € ou même 2 000 mds €. Alors que décide-t-on ? 1 000 mds ou 2 000 mds € ?

Problème : transformer le FESF en banque, c'est contraire au Traité de Lisbonne. On le viole une fois de plus ou on fait autrement ? Et les différentes options impliquent quel niveau et quels moyens d'imposer d'austérité ? La querelle franco-allemande rebondit. De Bruxelles à Washington ou Pékin le monde entier s'en mêle.

Perplexe, j'en parle à mon chat. Il me dit que puisqu'on peut trouver 1 000 ou 2 000 mds €, je peux lui augmenter sa ration de croquettes.

Là je me fâche. Je lui dis que c'est un chat irresponsable. Je lui dis qu'il est égoïste, qu'il ne pense pas aux générations futures. Je lui dis qu'au lieu de dormir devant la télé, il ferait mieux d'écouter les économistes distingués, les experts de BFM Business, Moody's. Il comprendrait qu'il vit au dessus de ses moyens, qu'il faut plus d'austérité, qu'il faut réduire sa ration de croquettes.

Et encore heureux qu'on habite dans une commune qui n'interdit pas aux chats de fouiller dans les poubelles !

Résistance Sociale est signataire de l'appel à la mobilisation face au G20 « les peuples d'abord, pas la finance ». Résistance sociale est membre du collectif d'audit citoyen de la dette.

Pour comprendre la dette publique en quelques minutes :

<http://www.youtube.com/watch?v=ZE8xBzcLYRs>

COUP DE GUEULE

Eh bien, oui, Monsieur Apparu, en France les étudiants souffrent !

Par Anne BEAUFILS

Vendredi dernier, une vidéo postée sur le réseau social et tiré de l'excellente émission "Une semaine d'enfer" a mis le feu aux poudres.

M. Benoist Apparu, secrétaire d'État chargé du Logement, interrogé sur la précarité étudiante, réfuta son existence en demandant qu'on la lui prouve.

Et bien oui, M. Apparu, en France les étudiants souffrent.

Combien ne peuvent plus manger à leur faim, ne peuvent plus se loger? Combien sont obligés de quêter (dans le meilleur des cas) à peine passé le 15 du mois ? Qu'on vous prouve cette situation ? Demandez-vous d'abord comment on en est arrivé là. La réponse, c'est qu'à force de diminuer les salaires des parents, d'économiser sur les retraites, à force de permettre aux sociétés de privilégier l'emploi précaire et les stages sous-payés par une politique patronale anti-travailleur, et anti-jeune, la classe d'âge 18-29 ans est aujourd'hui celle qui souffre le plus. Vous prouver la précarité étudiante ? Tournez-vous sur votre gauche lorsque vous sortez du siège de votre Parti, l'UMP (qui n'a d' "Union pour un Mouvement Populaire" que le nom), et vous verrez cette que jeune fille frêle, blonde, bien habillée et propre sur elle doit faire la manche. Elle est étudiante et ne peut pas se payer le minimum nécessaire à sa survie avec sa petite

bourse et son logement étudiant refusé. Ensuite, allez vous promener du côté de l'église Saint-Eustache aux Halles, n'importe quel soir de la semaine, pour la distribution des repas de la Soupe Populaire. Vous serez étonné de voir le nombre de jeunes gens dans la file au milieu des « clochards ». Enfin, trouvez vous dans un des parcs qui longent l'Élysée et autres ministères, le long des Champs-Élysées à l'aube. Non, les sacs de couchage ne sont pas tous occupés par des SDF notoires. Ces exemples ne sont que ceux que j'ai pu constater à Paris, sans même les chercher. Effrayant de se dire que ces cas sont présents sur tout l'Hexagone! Et je vous passe les cas de maladies disparues en France depuis des années et refaisant leur apparition chez cette même population étudiante et précaire pour faute de soins, puisque faute d'argent. Les jeunes de la génération Y ont pour eux le système D* mais celui-ci n'est pas sans fin. Il mérite mieux que votre indifférence et vos calculs politiques. Ils ont des rêves plein la tête et des envies de monde meilleur. Ils sont les indignés et les pauvres d'aujourd'hui. N'en faisons pas les précaires de demain.

* lire l'exemple à Lyon d'une épicerie solidaire : <http://www.libelyon.fr/info/2011/10/la-premiere-epicerie-solidaire-etudiante-de-France-ouvre-lyon.html>)

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)